

Burundi: empêcher la tragédie

■ Un drame se joue dans l'indifférence. Les autorités internationales doivent sortir de l'inertie observée depuis le retour du président et imposer le respect des accords d'Arusha.

Au Burundi, une tragédie est à l'œuvre et la communauté internationale hésite entre le silence et une réserve qui servent le pouvoir retrouvé du président Nkurunziza.

Depuis que ce dernier a annoncé, le 25 avril dernier, sa candidature à un troisième mandat contraire à la Constitution et aux accords de paix d'Arusha, un mouvement populaire de protestation, toutes ethnies confondues, s'est développé au Burundi. Les femmes y ont joué un rôle essentiel sans précédent. La police aux ordres du pouvoir a tiré à balles réelles sur les manifestants, faisant des dizaines de victimes. Une partie de l'armée a tenté de s'y opposer et de revenir à l'ordre démocratique. Comme on le sait, les "putschistes" ont été vaincus et le président Nkurunziza a repris les rênes du pouvoir. L'opposition civile et militaire est aujourd'hui en danger de mort. La police et les milices rôdent: les menaces sont clairement proférées. Des dizaines de milliers de Burundais fuient le pays.

Le président considère, lui, qu'il peut maintenir un processus électoral aberrant alors que les opposants doivent se cacher et que les médias indépendants qui avaient émergé ces dernières années ont été détruits. Il est inconcevable que cette opération soit couverte par la passivité ou la complicité de la communauté internationale.

Au Burundi, la démocratie ne pourra revenir que par des élections vraiment libres.

Mais surtout, aujourd'hui, la stabilité du pays et la paix régionale, déjà très fragiles, sont fortement menacées dans une région qui a connu les pires atrocités. Les acteurs de la société civile et les observateurs les

plus autorisés de la politique burundaise nous alertent. Il faut que l'opinion publique le sache et que les autorités belges, européennes, africaines et internationales se mobilisent sans at-

tendre la tragédie qui se dessine.

Seule une manifestation ferme et sans équivoque de ces autorités en faveur du respect des accords d'Arusha peut contribuer à l'éviter.

**PERSONNALITÉS
POLITIQUES⁽¹⁾
PS, CDH, Ecolo
(MARIE ARENA,
GEORGES
DALLEMAGNE,
ISABELLE DURANT)
ET REPRÉSENTANTS
DE PLUSIEURS ONG⁽²⁾**

→ (1) Signataires: Marie Arena, députée européenne (PS); Jean Cornil, ancien parlementaire, essayiste; Georges Dallemagne, député fédéral (CDH); Josy Dubié, ancien sénateur; Isabelle Durant, députée bruxelloise (Ecolo); Philippe Lamberts, député européen (Ecolo); Philippe Mahoux (sénateur, président du groupe PS au Sénat); Olga Zrihen, députée wallonne, vice-présidente du Sénat (PS).

→ (2) Caroline Intrand (codirectrice du CIRE), Alexis Deswaef (président de la Ligue des droits de l'homme), Hugues Le Paige (directeur de la revue "Politique"), Pierre Verbeeren (directeur général Médecins du monde-Belgique), Arnaud Zacharie (secrétaire général CNCD-11.11.11).